

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 18
dimanche 19
septembre 1976

No 528

1,50 F

BP 61
75861 Paris Cedex 18
La Source
Commission paritaire
No 57 952

L'ADIEU AU PRESIDENT MAO

C'est ce samedi à 15 heures qu'aura lieu à Pékin, sur l'historique place Tien-an-men, la cérémonie officielle à la mémoire du président Mao Tsé-toung. Elle sera retransmise en direct par la télévision chinoise. A cette heure, dans toute la Chine, dans toutes les unités de l'armée populaire, les usines, les mines, les communes populaires, les écoles, les quartiers d'habitation, le peuple chinois observera, debout, trois minutes de si-

lence tandis qu'à la même heure toutes les sirènes de la Chine retentiront durant trois minutes, sur les trains, les navires, les bâtiments de guerre, les usines.

Pendant ce temps, à Paris, à 11 H du matin, le peuple français, les amis de la Chine, rendront un dernier hommage au président Mao, en se rassemblant à l'appel de l'Association des amitiés franco-chinoises, devant l'ambassade de la Républi-

que populaire de Chine. Les participants à ce rassemblement silencieux déposeront une fleur blanche en hommage au président Mao. Les marxistes-léninistes de France, aux côtés des amis du peuple chinois rendront ainsi un dernier hommage au président Mao Tsé-toung.

En attendant ce jour, à Pékin, la population continue à se recueillir devant la dépouille mortelle de son dirigeant. Les ouvriers, paysans, étudiants, les gardes rouges, les petits soldats rouges, par dizaines de milliers, pleurent le président Mao et s'engagent devant lui à demeurer fidèles à ses enseignements.

La presse chinoise publie de nombreux articles en hommage au président Mao tel celui d'un centenaire, de nationalité Miao qui rappelle ainsi les souffrances du passé :

«Toute ma famille peinait pendant les quatre saisons de l'année sur 8 mous de terre loués à un propriétaire foncier. Mais à la fin de l'année, je me retrouvais dans le dénuement, sans pouvoir même payer mes dettes. Exténué de fatigue, mon père est mort d'une maladie. Le féroce propriétaire foncier voulait encore emporter de force ma mère. Toute ma famille prit donc la fuite cette nuit-là et trouva refuge dans une «grotte de singes» au creux d'une montagne. Pendant 4 printemps et 4 automnes, nous nous nourrissions de gibier, de patates douces et de plantes sauvages. Pendant cette période ténébreuse, 4 de mes 8 enfants sont morts de faim. Tous les membres de ma famille réunissant trois générations devaient se déplacer de montagne en montagne.

C'est le président Mao, notre grand dirigeant, qui nous a tirés de cet abîme de souffrances. En 1950, le président Mao a envoyé l'armée populaire de Libération. Cette armée qui nous est si chère nous a libérés et dirigés dans la lutte contre les bandits, les propriétaires fonciers, puis dans le parta-

ge des terres. Nous sommes alors devenus maîtres de notre destin.»

Et il termine ainsi, prenant l'engagement qui est aussi celui de centaines de millions de chinois :

«Je suis vieux, sans doute, mais je veux continuer la révolution. Mes descendants et moi resterons fidèles à la volonté du président Mao en suivant sans défaillance la voie socialiste.»

**L'Association des Amitiés
Franco-Chinoises appelle
à assister à la soirée
d'HOMMAGE A
MAO TSE-TOUNG**

**Vendredi 17 septembre 20 H 30
à la Mutualité (Métro Maubert)**

**et à un rassemblement
samedi 18 à 11 H**

**devant l'ambassade de Chine
(11 avenue Georges V Paris 8e)
pour y déposer une fleur blanche**

LA CLIQUE MARCHAIS NE PERD PAS LE SENS DES AFFAIRES

Décidément les révisionnistes ne reculent pas devant la démagogie. On sait qu'à la fête de l'Humanité une avenue portait le nom de Mao Tsé-toung et que les participants ont été invités à observer une minute de silence en sa mémoire.

Dans l'Humanité Dimanche ils poussent le cynisme jusqu'à consacrer un quart de page à une publicité pour «Le petit livre rouge» (voir page 7).

Après avoir violemment attaqué Mao Tsé-toung de son vivant ils feignent de l'honorer après sa mort pour mieux dénaturer son œuvre et essayer de lui ôter sa substance révolutionnaire. S'ils vantent le «Petit livre rouge» ce ne peut être que dans le même esprit que Lin Piao, renégat révisionniste, qui s'en est servi durant la Grande Révolution culturelle prolétarienne pour brandir le drapeau rouge contre le drapeau rouge et tenter de semer la confusion.

En cherchant à se faire passer pour des admirateurs de Mao Tsé-toung les révisionnistes voudraient faire rejaillir sur eux un peu de son prestige pour mieux tromper le peuple. En faisant de la publicité pour une «édition de luxe, plein cuir rouge doré à l'or fin», ils cherchent à rendre inoffen-

sive l'œuvre de Mao en faisant croire qu'elle est bonne à mettre au musée, même si c'est un musée doré, et que désormais c'est un objet de collection.

Lénine disait en pensant à Marx que les réactionnaires n'ont rien de plus pressé, après la mort des grands dirigeants révolutionnaires, que de leur adresser des louanges afin de les transformer en icônes inoffensives. Les révisionnistes modernes ont procédé par la suite de la même manière à son sujet. Pourquoi ne feraient-ils pas la même chose à l'égard de ce grand dirigeant marxiste-léniniste qu'est Mao Tsé-toung.

Mais la classe ouvrière et le peuple de France ne se laisseront pas abuser par cette hypocrisie. Ils démasqueront ces traîtres qui après avoir essayé en vain de saborder l'Association des Amitiés franco-chinoises ont déversé des flots de calomnie pour essayer de susciter la haine vis-à-vis du peuple chinois.

Les révisionnistes se trompent s'ils croient pouvoir enterrer l'œuvre de Mao. Elle restera éternellement vivante dans l'activité des marxistes-léninistes du monde entier qui s'en serviront comme d'un guide pour l'action révolutionnaire.

(Suite p. 3)

Afrique Australe

LE CHEMIN DE LA LIBERTE



Le 29 août dernier, la population noire manifestant à Soweto (photo A.P.).

Le mouvement de grève des travailleurs noirs et métis a provisoirement été suspendu dans les villes satellites de Soweto et Alexandra. Provisoirement car, malgré la répression qui a fait 16 morts et 900 arrestations en trois jours, la lutte du peuple africain ne s'arrêtera pas avant qu'il ait brisé toutes ses chaînes. Depuis trois mois déjà, les soulèvements populaires se poursuivent sans interruption en Afrique du Sud, unissant ouvriers et étudiants, noirs et métis, jeunes et vieux contre le régime raciste de Vorster. En même temps dans les territoires voisins, au Zimbabwe (Rhodésie), en Namibie (Sud-Ouest

africain), les flammes de la guérilla s'étendent, les rangs des combattants de la liberté ne cessent de grandir.

Avec la chute du pouvoir colonial portugais au Mozambique, en Guinée Bissau, en Angola, les racistes blancs qui maintiennent encore en esclavage des millions d'Africains en Afrique australe, voient leur règne s'achever. Mais les deux géants qui se disputent le monde sont à l'affût pour tenter de remplacer ces colonialismes décadents. L'âpreté de la guerre qui les a opposés, par Africains interposés, en Angola, dès les premiers jours de l'indépendance, en témoigne.

(Suite p. 2)

Afrique Australe

LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ

Suite de la page une.

Un article publié à ce propos dans «Libération» du 16/8/76, «Les troupes cubaines en Angola» tente de dédouaner l'Union Soviétique dans cette intervention en prétendant que le MPLA et l'URSS s'entendent fort mal et depuis longtemps, que l'URSS a refusé tout soutien matériel à l'Angola : ce qui est strictement vrai pendant la période de la lutte de libération anticoloniale, mais absolument faux pour la période qui a immédiatement suivi l'indépendance ; période où l'URSS a activement soufflé sur le brasier des contradictions angolaises, alimenté massivement en munitions et armes lourdes, dont certaines très sophistiquées un mouvement de libération dressé par elle contre les deux autres.

Prétendre enfin que les troupes cubaines sont intervenues en toute indépendance de l'URSS et quasiment même contre sa volonté, relève de la plus haute fantaisie et ne résiste pas à l'aveu des Cubains eux-mêmes. Plein de mépris pour le peuple angolais, le délégué Cubain à la conférence de Colombo, cet été, n'a-t-il pas explicitement osé affirmer que «sans l'aide de l'URSS, jamais le peuple angolais n'aurait pu vaincre l'impérialisme» ?

Cette intervention massive et agressive de l'URSS en Angola n'est en tout cas pas ignorée de son rival américain.

Si Kissinger reprend à nouveau son bâton de pé-

rin, pour sillonner l'Afrique cette fois-ci, c'est que l'affaire angolaise a fourni à l'impérialisme US de bonnes raisons d'être inquiet sur l'avenir de cette région, et la manière dont elle peut s'insérer dans la dispute d'ampleur planétaire qui l'oppose à l'URSS.

Il est prêt à lâcher ces régimes pourrissants qui dominent encore l'Afrique australe, mais à condition que ce ne soit pas au profit d'un renforcement de l'influence soviétique dans la région. Il espère par ailleurs conforter ainsi ses positions auprès des gouvernements africains indépendants.

Moscou ne s'y trompe pas et n'a pas tardé à riposter : dans un message qui vient d'être remis au président ougandais, l'Union soviétique affirme qu'elle apportera son soutien politique et matériel aux mouvements de libération en Afrique australe. Déclaration pour le moins bien tardive et assurément lourde d'arrière-pensées ! Le message conclut d'ailleurs crûment que «le gouvernement soviétique est convaincu que la mission entreprise par le secrétaire d'Etat américain ne servira à rien.»

Ce dont nous sommes convaincus, nous, c'est que les glorieux peuples azanien, namibien et zimbabwéen ne se laisseront pas duper par les sirènes de l'une ou l'autre superpuissance et qu'ils persévéreront dans la voie de la libération par la lutte armée, en pleine indépendance de décisions et d'action.

Timor Oriental

DEBAT A L'ONU

Le comité spécial des Nations unies sur la décolonisation tient ces jours-ci un débat sur la question de Timor oriental.

Jose Ramos Horta, ministre des Affaires étrangères de la République démocratique de Timor oriental, y a vigoureusement condamné le gouvernement indonésien pour son agression et son annexion illégale du pays. C'est en effet au mépris des résolutions de 1975 de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations unies que l'Indonésie a déclenché son invasion générale du territoire du Timor oriental.

Mais sous la direction du FRETILIN, la résistance du peuple de Timor-Est est en plein essor, a-t-il précisé.

De nombreux pays du tiers monde sont intervenus pour condamner la politique indonésienne. Le Benin a notamment déclaré considérer comme «nulle et non avenue» l'annexion indonésienne. Les représentants du Congo, de la Guinée Bissau, du Mozambique ont renouvelé leur ferme soutien à la lutte d'indépendance héroïque qui se déroule dans la petite île.

La délégation chinoise intervint à son tour longuement et nettement pour soutenir le juste combat du peuple timorais face à l'expansionnisme indonésien.

Le comité spécial a clos ses travaux en décidant de soumettre tous les documents relatifs à Timor à la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Contre les agissements impérialistes de l'URSS

COLERE AU JAPON

L'affaire du pilote soviétique en fuite réfugié au Japon à bord de son «Mig 25» continue à déchaîner les fureurs de Moscou qui s'en prend de plus en plus grossièrement aux légitimes exigences du gouvernement et du peuple japonais. Mal lui en prend. Le dossier du Kremlin s'alourdit tous les jours pour les masses japo-

pe du retour des îles qui se trouvent au Nord du Japon, provisoirement occupées par l'URSS. Durant ces dernières années cette exigence est devenue massive au Japon où le peuple tout entier réclame le retour de la souveraineté japonaise sur les îles Kouriles. Mais l'URSS social-impérialiste n'est pas disposée à se dessaisir de ces

nonces en écrivant dans son dernier numéro : «Alors que notre pays est encerclé par des bâtiments de guerre, des bombardiers et des avions de reconnaissance soviétiques, le peuple japonais ne peut pas se satisfaire d'une atmosphère de «paix» et doit défendre lui-même son pays. Par conséquent, combattre la rivalité soviéto-

émargent soit au budget du KGB, soit à celui du GRU (Administration générale pour le renseignement dépendant de l'Etat-Major général de l'armée soviétique.) Ils fourmillent à l'ambassade soviétique, aux missions commerciales, aux consulats, aux bureaux de l'agence Tass, de l'agence de presse Novosti, de la «Pravda», des «Izvestia», et du «Troud».

D'après la revue mensuelle japonaise «Recherche militaire», ils s'intéressent aussi «aux informations relatives aux troupes américaines stationnées au Japon, à la Chine, et aux pays du Sud-Est asiatique». Ils sont avides de toutes les informations possibles, de la conception des armements aux installations électroniques, en passant par les équipements de communication.

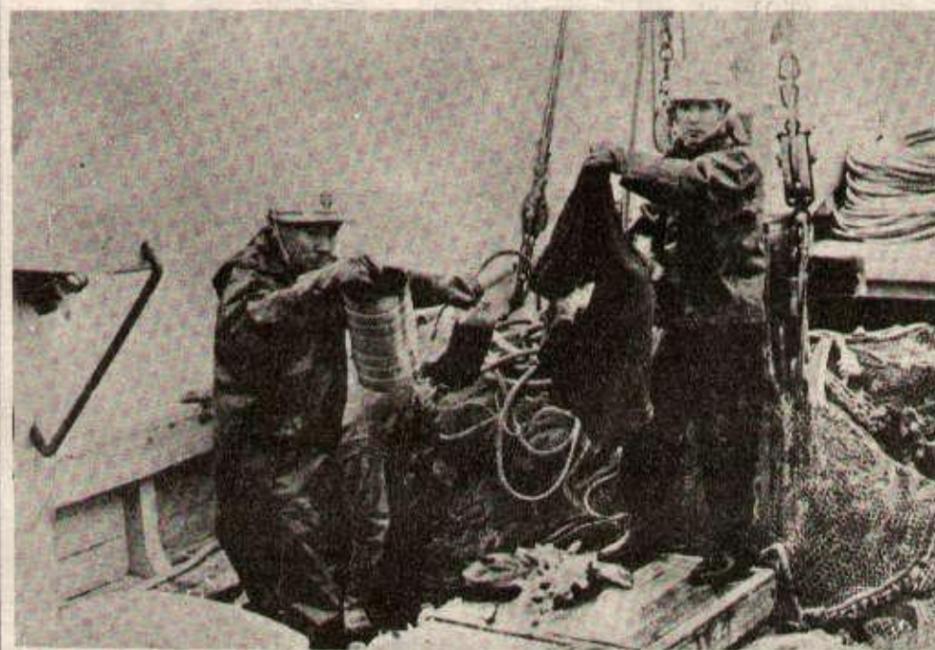
LES PILLEURS DES MERS

Enfin un mécontentement général contre l'URSS se développe chez les pêcheurs japonais, victimes en permanence du racket exercé par la flotte de pêche soviétique. Celle-ci n'hésite pas à pénétrer profondément dans les eaux territoriales du Japon, ses chalutiers-usines géants raclant les fonds marins et compromettant y compris la reproduction de nombreuses espèces de poissons menacées de disparition pure et simple. Et l'on sait qu'au Japon le poisson constitue un élément de base de l'alimentation populaire.

Les soviétiques osent même de plus en plus souvent couper carrément les filets des pêcheurs japonais, voire même arraisonner et confisquer purement et simplement leurs bateaux. Trois d'entre eux, venant de la ville de Nemuro et opérant dans les eaux adjacentes des îles du Nord, ont été ainsi saisis le 8, 10 et 11 septembre. Au cours de l'année 1976 c'est 30 bateaux et 167 pêcheurs japonais qui ont été ainsi détenus arbitrairement par l'URSS.

Enfin, comme elle le fait avec les pêcheurs bretons (voir article p.6), l'URSS cause encore d'autres formes de dommages aux pêcheurs japonais, en se rendant responsable d'une pollution croissante des eaux et des côtes. Comme le montre la photo ci-jointe, les pêcheurs japonais pêchent de moins en moins de poissons et de plus en plus de boîtes vides abandonnées par les chalutiers usines russes.

Voilà qui explique le nombre grandissant de manifestations de rue antisoviétiques qui se déroulent au Japon.



Les déchets des chalutiers usines russes dans les filets des pêcheurs japonais (photo Chine nouvelle).

naises et de nombreux secteurs de l'opinion publique protestent maintenant publiquement contre les agissements du social-impérialisme russe à l'égard du Japon.

LES ILES KOURILES SONT TERRITOIRE JAPONAIS

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, le Japon a revendiqué le princi-

territoires sur lesquels elle maintient sa domination. Les secteurs du Kunashiri et Etorufu en particulier, ont été transformés en énormes bases militaires soviétiques.

Moscou entend s'y maintenir car les Kouriles présentent à ses yeux un intérêt stratégique considérable dans le cadre de sa rivalité avec les USA. C'est ce que le bimensuel japonais «L'Asie contemporaine» dé-

américaine pour l'hégémonie, en particulier l'hégémonie soviétique à l'offensive, est une question majeure pour la nation japonaise aujourd'hui.

ESPIONNAGE A GRANDE ECHELLE

L'intérêt que porte l'URSS au Japon s'exprime notamment par la quantité impressionnante d'espions qu'elle y dépêche en permanence. Ces espions

Le deuil des partis marxistes-léninistes

Parmi les partis et organisations marxistes-léninistes ayant adressé des messages au Comité central du Parti communiste chinois, le Parti communiste d'Indonésie déclare : «Le camarade Mao Tsé-toung a déclenché et impulsé une grande lutte d'une immense signification historique pour dénoncer et critiquer le révisionnisme moderne incarné par la clique des renégats révisionnistes soviétiques, faisant ainsi progresser la cause révolutionnaire du prolétariat international».

Le Parti communiste du Bangladesh (marxiste-léniniste) déclare quant à lui : «La pensée-maotsetoung brillera à jamais pour guider la lutte des peuples

exploités, opprimés et humiliés du monde et dans l'histoire du développement futur de la société humaine».

La Ligue communiste du Luxembourg écrit : «La Grande Révolution culturelle prolétarienne qu'il a dirigée en personne a aidé de nombreux révolutionnaires ouest-européens et luxembourgeois à rompre avec le révisionnisme et à se tourner fermement vers le marxisme-léninisme».

Le Parti communiste d'Argentine (marxiste-léniniste) de son côté déclare : «Par son expérience acquise en dirigeant la révolution chinoise, il a contribué au développement de la révolution des nations et des peuples opprimés».

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !**

UNE SOLIDARITE QUI NE S'EST PAS DEMENTIE

Jusqu'à ce que notre camarade Romain Le Gal soit remis en liberté, il y a maintenant une semaine, les témoignages de solidarité n'ont cessé de se manifester. La libération de Romain est une première victoire pour tous ceux qui depuis cinq mois ont, d'une façon ou d'une autre, manifesté leur solidarité. Voici quelques uns de ces témoignages que nous avons reçus dernièrement. La section CFDT du centre d'Études nucléaires de Saclay a publié par voie d'affiche la déclaration suivante :

« Depuis le 12 avril 1976, Romain Le Gal, ouvrier municipal à Lorient, militant syndical CFDT, est emprisonné pour ses opinions politiques (marxistes-léninistes). Il est en effet inculpé, devant la Cour de sûreté de l'État, de « reconstitution de ligue dissoute » (le PCMLF), alors qu'on ne lui reproche aucun délit matériel.

La bourgeoisie tente ainsi d'arrêter l'essor des luttes populaires en intensifiant la répression ; licenciements de délégués syndicaux par le ministre du Travail, atteintes au droit de grève, condamnation de militants ouvriers et paysans, emprisonnement des autonomistes corses et bretons...

La section CFDT de Saclay réclame :

LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE ROMAIN LE GAL ET DE TOUS LES EMPRISONNÉS POLITIQUES.

Pour sa part, la section

CFDT des cheminots de Dijon a adopté une pétition signée par une centaine de cheminots déclarant : « Romain Le Gal, ouvrier communiste marxiste-léniniste, syndicaliste CFDT, est en prison depuis le 12 avril. Il est inculpé par la Cour de sûreté de l'État de reconstitution du PCMLF ainsi que d'atteinte au moral des armées. Cet emprisonnement fait partie d'une politique générale de répression de la bourgeoisie. Aussi nous exigeons : la libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques.

La section CFDT du service technique gaz à Paris a formulé la même exigence ainsi que 35 travailleurs d'une entreprise de Rennes dans une lettre à Romain déclarant :

« La liste est bien longue de ceux qui comme toi, subissent la répression pour avoir osé lutter contre ceux qui dirigent aujourd'hui cette société d'exploitation de l'homme par l'homme et contre ceux qui, pour demain, s'apprêtent à prendre le relais dans cette funeste tâche.

A travers l'exigence de ta libération, c'est pour la libération de tous les prisonniers politiques et pour la levée de toutes les inculpations et la dissolution de la Cour de sûreté de l'État que nous luttons.

Cher Romain, tu n'es pas seul dans ta cellule, des milliers et des milliers de travailleurs sont à tes côtés. »

LES REVELATIONS DE L'AFFAIRE VATHAIRE

Cette affaire dont on parle tant dans la presse bourgeoise ressemble d'abord à une histoire rocambolesque.

Le 6 juillet M. de Vathaire, 49 ans, homme d'apparence respectable, directeur comptable de plusieurs sociétés du groupe Dassault et collaborateur de ce grand bourgeois depuis 25 ans, se rend à la BNP de l'avenue de la Grande-Armée et retire sur un compte personnel de Marcel Dassault la coquette somme de huit millions de francs ; puis il disparaît. Le soir même Dassault fait déposer une plainte pour abus de confiance et un mandat d'arrêt est lancé contre Vathaire. On apprend les « étonnantes » relations de ce dernier avec un personnage sinistre, le mercenaire Jean Kay. Ancien membre de l'OAS, il a par la suite exercé ses talents durant la guerre indo-pakistanaise, servi d'instructeur dans les phalanges libanaises, négocié des livraisons d'armes à Beyrouth et participé à une opération de commando en Angola. Or plus tard Vathaire déclare que Jean Kay après l'avoir menacé se serait emparé des huit millions et en outre d'un dossier compromettant dont il transmet un résumé à Marcel Dassault. Le 10 août celui-ci retire subitement sa plainte. Le brave homme aurait été « ému » par une lettre des parents de Vathaire qui craignaient « le pire » pour leur fils.

LA GRANDE FAMILLE DES DIRIGEANTS BOURGEOIS

Le 3 septembre l'affaire vient au grand jour ; on apprend que le dossier Vathaire met sérieusement en cause Marcel Dassault. Vathaire arrêté le jour même à sa descente d'avion à Orly confirme ses déclarations. Le fameux dossier que Jean Kay lui aurait subtilisé contiendrait des révélations compromettantes pour Dassault... et aussi pour Chirac et l'UDR. Quelles sont ces révélations ? D'après la presse bourgeoise « informée » le dossier cite les noms de deux hauts fonctionnaires dont la complicité aurait permis à Marcel

Dassault de frauder le fisc dans les grandes largeurs et de ne pas subir de vérifications pendant 8 ans dans les comptes de ses entreprises. Il cite aussi Chirac comme recevant des subventions déguisées en paiement de publicité de presse. Marcel Dassault aurait financé sa campagne électorale et son journal « L'Essor du Limousin ».

D'autres révélations ne manquent pas de suivre. Ainsi le « Canard enchaîné » en général bien au courant des luttes de clans et des affaires louches qui ont cours dans les milieux dirigeants déclare : « Avant la guerre, Dassault avait fait entrer le père de Chirac chez Potez ; plus tard, jeune conseiller au cabinet de Pompidou et dès 1962, le fiston Chirac était (absolument par hasard, faut-il le dire ?) chargé « de suivre » certaines affaires de vente d'armes. Il entretenait les meilleures relations avec le fabricant de « Mirage » ; celui-ci alimentait les caisses gaullistes et, à l'occasion, celle de la campagne électorale et corrézienne de son jeune protégé plein d'avenir Jacques Chirac. »

On voit que les milieux dirigeants bourgeois forment une grande famille ! Mais il n'est pas besoin d'aller plus loin dans les « révélations » pour comprendre le fond politique de l'affaire. D'autant que l'on sait que c'est comme par hasard deux jours à peine après la démission de Chirac que France-Soir a reçu les renseignements nécessaires pour en porter les dessous politiques au grand jour. L'affaire Vathaire est un épisode de la lutte entre les deux cliques bourgeoises de la majorité.

UN MOYEN DE PRESSION SUR CHIRAC

Le changement de gouvernement ne s'est pas fait sans grincement de dents comme l'a montré la colère avec laquelle Chirac a annoncé publiquement sa décision de démissionner. Il est probable que l'affaire Vathaire a servi ou sert actuellement de moyen de pression sur lui. En plus, étant donné la volonté

de Giscard de redistribuer les cartes entre partis de la majorité il n'est pas impossible que l'affaire amène Marcel Dassault à diversifier son soutien financier au détriment de l'UDR. Le style dans lequel elle a été menée rappelle d'ailleurs les campagnes menées par Poniatowski, ministre de l'Intérieur et républicain indépendant pour discréditer ses rivaux UDR : affaire Rives-Henrys, feuille d'impôt de Chaban, château de Chirac, etc.

La masse des travailleurs trouve scandaleuses les pratiques financières révélées par l'affaire, les liens financiers mis au grand jour entre Chirac, l'UDR et Dassault. Certes, c'est scandaleux, c'est avec notre argent que Dassault subventionne l'UDR. Mais un tel scandale est inévitable en système capitaliste où les affaires véreuses, les dessous de table, les pots de vins, sont le pain quotidien des milieux bourgeois. De telles méthodes sont indispensables aux monopoles pour tisser avec le personnel politique les liens intimes propres au capitalisme monopoliste d'État.

Voulant profiter de l'affaire les partis de « gauche » s'indignent vertueusement. Le PCF qui se prétend par ailleurs marxiste déclare qu'avec le Programme commun « aucune confusion ne s'établira entre les partis et l'appareil d'État ». Pure démagogie ! Si l'Union de la gauche était au gouvernement il en serait tout à fait de même et l'argent n'irait pas, simplement, dans les mêmes poches. Les partis de « gauche », partis bourgeois, ont une bonne expérience des tripotouillages. Un certain nombre d'affaires véreuses sont venues au grand jour et ont éclaboussé le Parti socialiste alors qu'il était au pouvoir et il serait intéressant de mieux connaître les dessous financiers des liens entre le PCF et certaines entreprises.

Enfin la bourgeoisie bureaucratique d'État d'URSS, que la gauche présente comme un pays socialiste, est coutumière des mêmes méthodes véreuses. C'est en renversant pélemêle tous ces partis pourris de droite et de gauche dans les poubelles de l'histoire qu'on en finira avec ces pratiques bourgeoises.

La clique Marchais ne perd pas le sens des affaires

(Suite de la p. 1)

Ils ne pourront pas faire oublier que c'est Mao Tsé-toung qui a su, alors que l'URSS jouissait encore auprès des communistes d'un prestige immense, critiquer de façon conséquente et avec fermeté les positions du PCUS devenu révisionniste et ainsi engager la bataille contre le révisionnisme moderne dont le révisionnisme soviétique était le chef de file. C'est lui qui a osé dès 1964 caractériser l'État soviétique comme étant une dictature fasciste de type hitlérien.

Les révisionnistes ne pourront pas non plus empêcher les marxistes-léninistes de s'inspirer de l'œuvre de Mao pour les caractériser comme la pire réaction, celle qui ne recule devant rien pour tromper les travailleurs sous des déguisements multiples derrière lesquels se cache son vrai visage de traître au prolétariat.

Les dirigeants chinois viennent d'infliger un camouflet mérité aux partis révisionnistes en leur renvoyant leurs messages de condoléances hypocrites.

Le parti révisionniste italien peut bien faire état de

sa « surprise devant l'attitude incompréhensible » de la Chine. Kanapa, membre du Bureau politique du PCF et pro-soviétique des plus convaincus, peut bien déclarer : « Nous sommes persuadés que l'avenir est à un autre type de relations entre nos partis, à de bonnes relations, détendues, compréhensives et amicales ». Ils ne pourront empêcher qu'il n'y a rien de commun entre le révisionnisme et le marxisme-léninisme qu'une lutte acharnée dont l'avenir est la défaite inéluctable du révisionnisme et la victoire du communisme.

REUNIONS EN HOMMAGE AU PRESIDENT MAO

CRETEIL

REUNION DEBAT

dimanche 19 septembre à 15 h 30
CENTRE SOCIAL KENNEDY
36, bd Kennedy

Créteil-Montmesly (métro Préfecture)

ORGANISÉ PAR L'HUMANITÉ ROUGE

- Hommage à Mao Tsé-toung
- Montage diapos sur Mao Tsé-toung
- Débat : pourquoi nous réclamons-nous de la pensée-maotséoung ? Les objectifs des communistes marxistes-léninistes.

MARSEILLE

A l'appel du comité de Marseille des Amis franco-chinois,

samedi 18 septembre à 17 h 30
au Palais du Pharo, jardin du Pharo,
bd Charles Livon, 13007 Marseille.

DERNIER EPISODE
DU CONFLIT
DU « PARISIEN LIBERE »

DES OUVRIERS DU LIVRE
BLOQUENT AMAURY
DANS SON BUREAU
PENDANT 2 HEURES

Jeudi après-midi plusieurs centaines d'ouvriers du Livre ont pénétré au siège de la Fédération patronale de la presse pour exiger un entretien d'Amoury. Celui-ci ayant refusé ils ont décidé de rester sur place en bloquant la porte jusqu'à ce qu'il accepte de les recevoir. Amoury n'a été dégagé que deux heures après par la police après des heurts assez violents puisqu'ils ont fait plusieurs blessés dont deux blessés graves qui ont dû être transportés à l'hôpital St-Louis.



Haut-Rhin :

DEUX MILLE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES MENACÉS DE LICENCIEMENT

Le 28 juin 1976 les Frères Schlumpf, propriétaires de quatre usines de filatures de laine peignée : à Malmersnach, Gluck à Mulhouse, à Eistein et l'usine de tissage Deffrenne à Roubaix, annoncent brutalement qu'ils cèdent ces usines à qui en voudra. Aussitôt les quatre usines sont mises sous administration provisoire et ce sont 2 000 travailleurs qui sont menacés de perdre leur emploi.

En octobre 1971 déjà, les 700 ouvriers de l'usine de Mulhouse se sont battus pendant une grève de trois semaines pour une augmentation de salaire. Refus catégorique de discuter des revendications ouvrières de la part de ces patrons de choc restant en Suisse. Les ouvriers avaient essayé de pénétrer dans l'enceinte des établissements Heilmann-Köchlin et Cie, une ancienne usine textile de Mulhouse où les frères Schlumpf ont amassé une riche collection de voitures, futur musée de l'automobile. Le musée était défendu par les CRS et les gendarmes mobiles, mais impossible de faire venir les frères Schlumpf. Les grévistes avaient bénéficié d'un large soutien dans la région : collectes, produits agricoles cédés par les paysans. La CGT parlait de manœuvres provocatrices jetant le discrédit sur les travailleurs !

Aujourd'hui, les frères Schlumpf qui se sont encore enrichis sur la sueur des ouvriers du textile, devront payer. Le 10 septembre 1976 une manifestation des travailleurs du groupe a eu lieu devant le musée super-luxeux des patrons, symbole de leurs richesses qu'ils ont volées. Les sections CFDT du groupe qui recueillent 80 % des voix dans le collège ouvrier appellent à de nouvelles mobilisations pour exiger le maintien de tout le personnel à son poste.



Usine Ratier à figeac

L'usine Ratier, à Figeac (dans le Lot, à 25 km de Capdenac). Cette usine emploie un millier d'ouvriers et fait partie du groupe Forest (il y a une usine Forest à Capdenac).

Les faits : Samedi 28 août, les dirigeants CGT responsables de la Coop Ratier (plusieurs de ces dirigeants étant membres du PCF) convoquent une jeune manutentionnaire en lui disant : «Voici une lettre de démission, signe-la, ou plutôt non, recopie-la et signe-la.» Ils avaient déjà tenté de la licencier il y a un mois, en ne renouvelant pas son contrat qui était temporaire (au moment où les travail-

leurs de Ratier luttaien pour la suppression des contrats temporaires et contre les licenciements) ; puis l'embauchant définitivement, pendant un mois ils lui ont fait subir des vexations et des pressions.

Samedi 28 août, entourée de 5 à 6 «défenseurs» de la classe ouvrière, elle a craqué et a signé la lettre de démission. Quelles «drôles» de méthodes qui rappellent étrangement celles du patronat ? D'ailleurs ne se

comportent-ils pas en véritables larbins des patrons ? «Madame Huet, je vous en prie, ne restez pas dans la file d'attente, nous vous servons tout de suite».

Par ailleurs, les «patrons» syndicalistes de la Coop utilisent à des fins personnelles pour transporter la meute de chiens des responsables, en période de chasse, la camionnette de la Coop.

Si nous citons ces faits, licenciement déguisé d'une jeune travailleuse et des anecdotes sur le fonctionnement de la Coop, c'est pour bien montrer ce que sont en réalité certains dirigeants de la CGT dans de nombreuses entreprises.

Il est vrai que ces messieurs assurent de lourdes responsabilités : *gérer une coopérative dans le plus pur style capitaliste !* (système qu'ils prétendent combattre)

Rappelons-nous, qui appelait à la reprise du travail lors de la dernière grève, alors qu'aucun problème de fond n'était réglé et que le

rapport de force était favorable aux travailleurs...

De nombreux travailleurs commencent à prendre conscience du rôle de ces dirigeants CGT qui ne défendent plus les intérêts des travailleurs et ne rêvent que d'une chose : *remplacer les patrons !!!*

— en conservant la hiérarchie actuelle

— les augmentations en pourcentage

— les mêmes méthodes de répression (etc.)

Mais peut-on avoir deux attitudes :

— lutter contre la politique patronale en matière de contrat temporaire ;

— utiliser les mêmes méthodes à la Coop.

Cette attitude de la part des dirigeants CGT n'est pas un fait isolé. Dans de nombreuses entreprises à travers la France des dirigeants agissent de même.

L'auteur du livre «L'usine de la peur», Daniel Bouvet, employé à la Fédération CGT des métaux, après son licenciement de chez

Citeoën, a dû subir des pressions, vexations, jusqu'à ce qu'il craque et qu'il signe sa lettre de démission... Que feront ces gens-là le jour où ils seront au pouvoir ? De nombreux travailleurs se posent la question...

Nous ne sommes pas des antisindicalistes, mais nous sommes pour un syndicalisme de lutte de classes (CGT ou CFDT) qui combat réellement le patronat et le système capitaliste. Et lorsque nous assumons des responsabilités dans une Coop ou un CE nous nous devons d'agir en syndicalistes.

Que la direction Ratier et ses larbins infiltrés dans la classe ouvrière sachent bien qu'ils trouveront une classe ouvrière unie face aux problèmes qui pèsent sur l'avenir du groupe.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et des travailleurs CGT écœurés par l'attitude de leurs dirigeants.

Education nationale

Les bavures se multiplient

Les personnels non-enseignants de l'université Paris-13 de Villetaneuse se sont mis en grève à l'appel de l'intersyndicale FEN-CFDT pour s'opposer au licenciement de 4 auxiliaires alors qu'il manque plus d'une centaine de postes à l'université.

D'autre part plusieurs grèves d'enseignants ont lieu dans la Seine-St-Denis pour réclamer le maintien des maîtres-auxiliaires en poste l'an dernier. Ces grèves qui ont déjà lieu dans 11 établissements doivent s'étendre à plusieurs autres à partir de lundi. Il faut dire qu'un millier d'auxiliaires sont menacés de chômage dans la seule académie de Créteil dont dépend la Seine-St-Denis.

De nombreux autres établissements sont en grève dans la région parisienne. Ainsi à Villeneuve-St-Georges, le CET Arago a décidé la grève à l'unanimité ; à Brunoy 52 enseignants sur 70 ont voté la grève pour protester contre des suppressions de postes, des effectifs surchargés, des classes fermées ; à Aulnay-sous-Bois les trois CES sont en grève ; de nombreux autres encore au Blanc-Mesnil, à Sevran, Clichy-sous-Bois, Chelles.

En Haute-Loire une centaine d'instituteurs ont manifesté pour protester contre la précarité de la situation d'une vingtaine d'entre eux, employés depuis plusieurs années comme «suppléants éventuels».

A Quedillac, petite localité située à 40 km de Rennes, une centaine de personnes, parents d'élèves et habitants du lieu, ont intercepté un car de ramassage scolaire et barré la route à la sortie de Quedillac pour

protester contre l'heure trop matinale du ramassage scolaire.

Rehault Fougères

Les travailleurs en lutte décident de reprendre la production

Les travailleurs de l'usine Rehault de Fougères ont décidé, en assemblée générale, de reprendre partiellement la production à partir des stocks existant dans l'entreprise occupée depuis maintenant plus de 6 mois.

Voici quelques informations que nous avons pu recueillir auprès de la commission extérieure.

COMMENT S'EST DÉCIDIÉE CETTE REPRISE DE LA PRODUCTION ?

Depuis le début du conflit, le patronat et la bourgeoisie essayent de faire passer les travailleurs en lutte pour des faïnésants, de diviser les travailleurs de Fougères dans la lutte contre les licenciements.

Dans un premier temps, les ouvriers veulent montrer leur désir d'avoir un travail, et le refus du chômage qu'on leur impose. Ils veulent également se servir de ce moyen pour élargir la popularisation de la lutte, enfin ils entendent maintenir l'outil de travail en état de marche. Voilà les buts principaux de la reprise partielle de la production.

Le débat a été mené au cours de 3 assemblées générales, les discussions ont permis d'étudier et de résoudre les problèmes posés.

Par exemple, le problème de la sécurité. Qu'arriverait-il s'il y avait un accident ? Presque tous les accidents étaient dus aux cadences imposées. Avec la reprise, il y a peu de risque car il n'est bien entendu pas question de repartir avec des cadences.

Etait également posé le problème des 90 %. Là encore, il a été démon-

tré que depuis l'occupation, la mise en route des ventes de chaussures, ou la fabrication de maroquinerie, les travailleurs s'étaient déjà placés dans «l'illégalité» (suivant les lois de la bourgeoisie).

Il n'y avait eu, pour l'instant, aucune restriction sur les 90 %.

C'est donc après toutes ces discussions qu'un vote a été organisé, la reprise de production a été acceptée à la quasi unanimité, seuls 22 ont voté contre, 6 s'abstenant.

COMMENT S'ORGANISE CETTE REPRISE DE LA PRODUCTION ?

Après un inventaire des stocks, les travailleurs ont décidé de reprendre sur 2 secteurs : maroquinerie et chaussures (modèles d'hiver femmes et enfants).

Ensuite, c'est par service (coupe, pique, montage, etc.) que les travailleurs se sont réunis pour s'organiser.

Il n'est pas question de reprendre le travail sous contrôle des anciens chefs, ni de s'imposer des cadences. Dans chaque service un animateur a été élu, qui a la charge de coordonner le travail avec les autres services. Dans le travail, comme dans les gardes il n'y a pas de différence entre anciens chefs et ouvriers.

Cette reprise partielle de la production a démarré le 9 septembre avec les coupeurs, et doit se poursuivre cette semaine avec la pique et ainsi de suite...

Y-A-T-IL DES PROPOSITIONS DE NEGOCIATIONS, DES PROPOSITIONS D'EMPLOI ?

Actuellement c'est le point mort. Aucune proposition concrète n'est faite pour l'instant ; la dernière en date était celle de Brice Muller, financier, pêcheur en eau trouble, qui recherchait un placement pour obtenir quelques subventions.

Cependant on peut rappeler un fait : une entreprise de meubles (fauteuils) doit s'implanter à Fougères (... avec 50 emplois dans l'immédiat, et 260 d'ici... 3 ans !). Des travailleurs de Rehault ont appris (courant juillet) que des propositions individuelles

avaient été faites à certains de l'entreprise. Ils ont rapidement fait le tour de la question et se sont aperçu que ceux qui avaient reçu des propositions étaient des militants CGT (proches du PCF)... ces propositions venaient de l'ANPE, dont le directeur d'alors était... proche du PCF. En riposte à ce fait les travailleurs en lutte ont posé collectivement leur candidature à ces emplois.

D'autre part, les contacts avec les entreprises en lutte se poursuivent (SICNA, LIP, CARON-OZANNE, etc.). De nouveaux liens se nouent, notamment avec une entreprise de textile, Delfan à Avranches (Manche).

Dans les prochaines semaines, les travailleurs de chez Rehault vont continuer à populariser leur lutte, en vendant les chaussures (dans les Unions locales, les carrefours de lutte, sur invitation d'organisations syndicales CFDT).

Correspondant HR.



Hopital d'Annecy

REEMPLOI DU MATERIEL A USAGE UNIQUE

Depuis que les classes sociales existent, tous les exploiters adoptent ce dicton « Il n'y a pas de petits profits » pour en faire leur ligne de conduite. Qu'ils soient propriétaires de leur usine ou « simplement » gérants (PDG, directeurs, ...) d'entreprises nationalisées, TOUS les patrons obéissent à cette règle d'or.

Il n'est donc pas étonnant que, pour accroître leurs profits et ceux de leur classe, les patrons aillent jusqu'à spéculer sur la santé des gens.

Cela, c'est connu et c'est généralement attribué aux patrons réactionnaires « de droite ».

Mais pour beaucoup, les patrons « de gauche », ceux qui font du « social » en prônant les vertus euphorisantes du Programme commun, n'iraient pas jusque là. Non ? Alors regardez le fac-similé ci-contre.

l'achat et l'entretien du matériel nécessaire au respect scrupuleux des règles d'aseptie (NDLR : éviter d'introduire accidentellement des germes infectieux dans les plaies) coûterait relativement cher, ce ne serait pas tellement rentable ! Voilà quels sont les raisonnements des responsables de l'hôpital ! N'est-ce

telle note de service ; elle est signée par :

— le directeur de l'hôpital, un éminent militant du PS qui est tellement discrédité aux yeux des travailleurs qu'il n'ose même pas faire état publiquement de son appartenance politique.

— la surveillante générale des infirmières qui s'intitule « syndicaliste » malgré son rôle de *flic* et qui, avant d'adresser la parole à quelqu'un, commence par l'examiner des pieds à la tête pour voir s'il porte bien l'uniforme réglementaire (chaque catégorie de travailleur a le sien, hiérarchie oblige !).

Ces deux crapules sont typiques ; lui le directeur qui se présente « simplement » comme un administrateur (encore un gérant loyal du capitalisme !) pour mieux faire passer ses discours démagogiques mais qui est solidaire à 100 % de la mafia médicale, n'hésitant pas, par exemple, à déclarer que les chambres privées sont « normales et nécessaires » ; elle, l'ancienne militante CFDT à qui la bourgeoisie a donné du galon et qui depuis sait « faire face à ses responsabilités » (traduisez : a tourné sa veste pour passer de l'autre côté de la barricade). C'est le symbole même de l'aristocratie ouvrière, de cette aristocratie qui mange au ratelier patronal et qui — très logiquement — se déclare « de gauche ».

Il n'est donc pas étonnant que la cellule du PCF de l'hôpital préfère éviter certains sujets et évite notamment de montrer concrètement ce que l'application du Programme commun à l'hôpital changerait

dans la vie de tous les jours. Les militants de base du PCF (la plupart sincères) auraient bien du mal à expliquer aux travailleurs qu'ils devront marcher la main dans la main avec leur patron pour réaliser le « socialisme aux couleurs de la France » ! Ce serait vraiment faire un appel ouvert à la collaboration de classes et cela ouvrirait les yeux à trop de gens (à eux les premiers) ! Ce serait en quelque sorte la goutte qui ferait déborder le vase, le détonateur, car ce sont déjà ces militants qui, par CGT interposée, ont osé critiquer leur parti pour certaines déclarations révisionnistes jugées trop voyantes.

En fait, ces quelques faits montrent que la situation est excellente pour le peuple et pour les marxistes-léninistes. Le PS se démasque de plus en plus et le PCF aussi ! Leurs militants ont de moins en moins confiance dans leur parti ce qui ne fait que traduire le fait qu'ils se posent des questions sur la nature de leur parti, même si ces questions sont encore confuses et même si, par sentimentalisme, ils ne caractérisent pas la nature à 100 % bourgeoise de leur organisation. A nous de comprendre que s'ils voient déjà la partie visible de l'iceberg, ils en verront bientôt (si nous savons les y aider) la partie cachée, la plus importante. Pour cela il nous faut appliquer la politique de la persuasion par la discussion, en partant du point de vue de l'unité de la classe ouvrière et en étant extrêmement fermes sur les points fondamentaux.

Correspondant HR

la France des luttes

Sud Finistère

Un premier succès pour 40 ouvrières après 3 mois de grève

La Scaplen à Plomelin dans le Finistère-Sud, c'est une entreprise de confection où travaillent 118 personnes dont 80 femmes. Leur lot quotidien : des cadences qui ne cessent d'augmenter pour un salaire toujours inférieur à 1 500 F par mois.

Organisées pour certaines d'entre elles dans une section CFDT que le patron avait tenté en vain de réprimer l'an dernier 40 ouvrières ont engagé en mai dernier une grève illimitée pour obtenir une série de revendications au nombre desquelles : augmentation de 0,50 F de l'heure et de 87 F pour les mensuelles, suppression du chrono, réorganisation de l'atelier, etc. Au 13e jour de grève elles occupaient pen-

de bloquer jour et nuit les accès de l'usine. Des tentes étaient installées devant les grilles. Le patron montait un « comité de défense » de la Scaplen et faisait des pressions sur les non-grévistes. Au 35e jour de grève il lançait les gendarmes mobiles contre les ouvrières. Cela n'allait pas suffire cependant à faire céder les grévistes : elles maintenaient au contraire et renforçaient leur piquet de grève.

Fortes du soutien de nombreux travailleurs, de transporteurs, de marins-pêcheurs, et après qu'elles aient été organisées plusieurs festnoz de solidarité, les ouvrières contraignaient le patron à engager de nouvelles négociations. Finalement, après



Sous les tentes devant l'usine en assemblée générale (photo HR).

dant 6 heures les bureaux de la direction départementale de la main d'œuvre et contraignaient ainsi le patron à un premier recul : il acceptait 0,50 F d'augmentation.

Après qu'il se soit rétracté, les grévistes décidaient

de multiples péripéties où le patron se faisait tirer l'oreille et obligeait les grévistes à le séquestrer, après aussi la tenue d'un meeting dans l'usine, meeting au cours duquel les grévistes et 300 participants avaient pu mettre en échec une nouvelle intervention des flics en se barricadant à l'intérieur de l'usine ; la grève était interrompue par la fermeture annuelle de l'usine pour les congés.

A la « reprise » en août la lutte redémarrait de plus belle. Et c'est ainsi qu'au bout de 3 mois d'une lutte dure et résolue les travailleuses ont réussi à arracher un certain nombre d'engagements de la part du patron : augmentation de 0,60 F à la fin de l'année, pas de diminution des congés de 1977 pour fait de grève, et consultation du comité d'entreprise lorsque des problèmes se posent. Les ouvrières n'ont consenti à reprendre le travail à la Scaplen qu'après avoir reçu l'assurance qu'il n'y aurait aucune mesure de répression prise à l'encontre des grévistes, et que toute menace de licenciement était annulée.

CENTRE HOSPITALIER
D'ANNECY
STERILISATION GENERALE

RAPPEL DE LA NOIE DE SERVICE DU MOUSIER LE DIRECTEUR
DU 27 DECEMBRE 1974.

— Le samedi matin, les services de soins doivent descendre leur stérilisation entre 8 h et 9 h, et venir chercher le matériel stérile entre 9 h et 11 h 30.

— Les gants à usage unique peuvent être réutilisés, mais doivent être lavés et séchés dans les services, avant d'être remis en stérilisation (qui peut se charger du talcage).

— Les excédents de drain de radon ou sont pas à usage unique et les embouts verts ou rouges doivent être strictement gardés et non mis à la poubelle avec le drain.

— Les seringue en verre cassées doivent être notées sur la feuille de commande et données lors du ramassage pour être remplacées.

ANNECY, le 26 septembre 1975.

L'Infirmière Générale
M. YB. MOYB

Le Responsable du Service
Madame THERIAULT.

Vous pouvez constater que cette note de service insérée officiellement à l'hôpital d'Annecy le réemploi du matériel à usage unique ! Inutile de dire que ce matériel — comme son nom l'indique — devrait être jeté et détruit après utilisation car, dans le cas contraire, il peut devenir rapidement dangereux (stérilisation souvent défectueuse). En fait, ce danger n'est pas seulement théorique : il est bel et bien réel et on peut dire que ce réemploi explique en partie (avec l'insuffisance criante de plateaux à pansements stérils), le nombre anormalement élevé d'infections constatées au service d'accueil malgré la compétence des infirmières, des internes et des stagiaires internes.

Mais après tout, ceux qui font les frais de telles aberrations « ne sont que », le plus souvent, des ouvriers victimes d'accidents du travail et comme

pas de la logique de gangsters, d'ennemis du peuple ?

Alors voyons maintenant qui a osé écrire et signer une

Finistère : près d'un million de matériel envoyé par le fond

UN PECHEUR ACCUSE LES RUSSES

Dans notre édition d'hier, nous avons relaté la vive protestation des pêcheurs CFDT bretons contre les saccages et la politique de « seigneur de la mer » de la flotte de pêche de révisionnistes soviétiques. Depuis, nous avons pu prendre connaissance d'un incident intervenu les 4 et 5 septembre entre un équipage de pêche de Lampaul-Plouarzel (Nord-Finistère) et plus de vingt chalutiers russes accompagnés de trois navires usines.

D'après les témoignages deux sortes d'incidents se seraient déroulés.

D'abord « un refus caractérisé de priorité », alors que le « Petit-Franç » un caseyeur de 14 mètres, faisait route le 4 septembre, non loin d'Ouessant, dans le nord du phare du Four. Le propriétaire du bateau raconte : « Au mépris de toutes les règles, un chalutier soviétique nous a coupé la route. Il est passé à une vingtaine de mètres sans tenir compte de nos signaux » et il ajoute « Les soviétiques riaient et se moquaient de nous », « j'ai été obligé de débrayer et de faire marche arrière précipitamment ».

Mais il y a plus grave : l'équipage avait travaillé tard dans la soirée pour poser les casiers non loin du phare du Four ; il était rentré au port dormir quelques heures. Seulement au matin les marins du « Petit-Franç » devaient avoir la surprise de trouver plusieurs de leurs filières saccagées, alors même que celles-ci se trouvaient signalées par les pavillons habituels en surface. Une quarantaine de casiers avaient coulé à plus de 100 mètres de fond.

La perte financière pour le « Petit-Franç » est de 8 000 F environ, sans compter le manque à gagner en attendant de pouvoir se rééquiper. « Ils

se croient en terrain conquis » disent les marins pêcheurs. Cela est d'autant plus vrai qu'il est probable que l'incident ait eu lieu dans les eaux territoriales françaises.

Selon de nombreux témoignages de marins pêcheurs du Finistère, ce genre d'incidents est loin d'être le premier, et loin d'être le dernier si rien n'est fait.

Certains penseront peut-être que ces incidents sont le fait d'une flottille soviétique « exceptionnelle ». D'autres incidents survenus sur différentes mers du globe prouvent le contraire. (Voir article en page 2).



Une rentrée «sans problèmes»

10 000 LICENCIEMENTS !

A en croire la presse et la radio bourgeoise, la rentrée 76 s'est effectuée correctement, sans trop de heurts : tous les élèves ont leurs professeurs, tous les profs ont leurs élèves, les agents techniques sont en nombre suffisant... Tout va donc pour le mieux ! Bravo M. Haby !

Mais si l'on regarde autour de soi, la réalité est bien différente !

— Dans l'académie de Créteil, 1 100 licenciements de maîtres auxiliaires, 500 licenciements d'instituteurs suppléants !

— Académies de Versailles et Paris : près de 200 maîtres auxiliaires licenciés !

Pour l'ensemble de la France, le chiffre de 10 000 non titulaires (maîtres auxiliaires ou instituteurs suppléants) licenciés ne semble pas exagéré !

Avec la lettre de licenciement, il est toujours possible de s'inscrire au chômage ! (encore faut-il l'avoir reçue pour le toucher effectivement !!). C'est vrai, mais pour toucher quoi ?

Le non-titulaire est rarement nommé pour une année. Il fait 15 jours ici, 1 mois là avec 2 mois sans travail entre deux remplacements, sans aucune indemnité !

Il faut refuser ce découpage en tranche, et exiger que tout maître auxiliaire en attendant sa nomination, ayant été employé au moins une fois par l'Éducation nationale touche le salaire complet pendant 12 mois. Ce n'est pas à nous de supporter les conséquences du système.

Il est bien évident qu'il ne faut pas se contenter du chômage, même payé pendant 1 an au tarif du plein salaire.

Car ce système de mise au chômage systématique des maîtres auxiliaires avantage au plus haut point le gouvernement : — cela évite de créer des nouveaux postes.

— après une année de chômage, que feront les maîtres auxiliaires ? Leur ancienneté n'ayant pas changé, le barème s'élevant sans cesse pour le recrutement (cette année 700 pts; un maître auxiliaire avec 3 ans d'ancienneté marié, un enfant n'arrive qu'à 650-680 !) ils se feront vider après 4, 5, voire 6 ans d'ancienneté !

Une autre astuce a été trouvée pour essayer de calmer les maîtres auxiliaires mécontents : on donne des demi-postes avec des demi-salaires bien sûr : on case ainsi sur 1 poste 2 maîtres auxiliaires au lieu

d'un et lors de la prochaine rentrée ils toucheront une allocation chômage calculée sur un demi-traitement ! Et gare à celui qui refuse le demi-poste ! (voir lettre du recteur !) Il faut savoir que c'est une manœuvre d'intimidation. En effet, le BO du 4 décembre 75 citant une circulaire 75-410 du 14 novembre 75 dit que tout maître auxiliaire est en droit de refuser un poste non équivalent à celui occupé l'année précédente sans perdre aucun droit !

Ce qu'il faut conclure, c'est que Haby met sur pied un plan visant à éliminer systématiquement les corps des maîtres auxiliaires, non pas en les titularisant mais en les vidant sans publicité si possible.

est juste de le demander, n'est qu'une demi-mesure car ça ne fait que repousser l'échéance à la rentrée prochaine !

Les grèves sont déclenchées en général par des intersyndicales mais le plus souvent ce sont les sections SGEN-CFDT qui impulsent la lutte. Au lieu de proposer au vote en assemblée générale du personnel le mot d'ordre de grève, il faut lancer la grève et mettre ainsi les sections syndicales SNI-SNES au pied du mur. En effet, souvent majoritaires dans les CES, CET ou lycées, les sections SNI et SNES «amorphes», repoussent dédaigneusement toute action sortant de l'ordinaire. Et l'on assiste ainsi à des choses surprenantes : des sections SNI ou SNES, bien encadrées, bien

Devant cette attitude du recteur, il semblait évident aux militants du SGEN-CFDT-93, que pour obtenir satisfaction il fallait étendre le mouvement de grève à tout le département ainsi qu'à toute l'académie de Créteil, pour obtenir un rapport de force encore plus important.

Pour l'AJS, venue en force, il fallait relever les noms des maîtres auxiliaires présents à la manifestation, présenter cette liste au recteur et obtenir des postes pour les quelque 70 à 80 maîtres auxiliaires qui avaient eu le courage de rester malgré les deux heures de palabres nécessaires pour composer la délégation et pour savoir ce que l'on devait faire. Il était évident pour tous les manifestants que le but de l'AJS était de placer les petits copains d'autant plus que rien n'était prévu pour la titularisation et le réemploi des 1 000 maîtres auxiliaires restants ! Mais selon eux il était important de démontrer que si le recteur pouvait recaser 70 maîtres auxiliaires il pouvait le faire pour 1 100 !

Il est bien évident que ces actions d'éclat (il était prévu d'enfoncer les portes, etc.) de type putchiste montrent l'impuissance des trotskystes pour développer des actions plus larges et plus efficaces qui seules permettront de gagner.

A noter que le PCF a lui aussi créé un comité des maîtres auxiliaires en lutte et que contrairement aux télex de l'AFP ils manifestaient le même jour à la même heure... devant les Invalides espérant sans doute y trouver le ministre !

Ce qu'il faut en conclure, c'est que le gouvernement essaie de frapper un grand coup cette année et qu'il faut riposter énergiquement. Dans tous les établissements où cela est possible, il est urgent de lancer des grèves de 24 h reconductibles ! Il ne faut pas reculer devant l'argument de la grève minoritaire ou aventuriste. Bien dirigée, sur des bases justes en liaison avec les parents d'élève et avec les autres établissements en grève, une grève même minoritaire peut porter ses fruits.

Si dans tous les établissements d'un département 20 à 30 % du personnel est en grève, cela permettra de faire reculer le gouvernement et d'obtenir satisfaction sur : pas un seul licenciement, contre les diviseurs unité sur des bases justes, titularisation immédiate de tous les auxiliaires.

Un maître auxiliaire marxiste-léniniste licencié

ont ou provisoire, qui pourraient se dégager.

Je crois devoir attirer votre attention sur le fait que si vous étiez amené à refuser une affectation éventuelle, ou si votre acceptation n'intervenait pas par retour immédiat du courrier vous ayant notifié votre affectation, il ne vous serait plus proposé de poste au cours de la présente année scolaire. Vous perdriez également vos droits à l'allocation pour perte d'emploi.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.
et les meilleurs.

ACADEMIE DE CRETEIL
rue St-Simon
94000 CRETEIL
Tél. : 899-86.30

J. DEHAUSSY

Et c'est là qu'il se trompe !

Entre le mardi 14, jour de la rentrée et lundi prochain, plus de 15 établissements se sont mis en grève.

— Lycée de Brunoy, à Saint-Denis les 3 CES et le lycée, CET Arago de Ville-neuve Saint-Georges, les 3 CES d'Aulnay sous Bois, CES Descartes de Blanc-Mesnil, Créteil le lycée Saint-Exupéry, à la Cour-neuve le CES Pablo Neruda, à Sevran le lycée Tremblay, au CES Romain Rolland de Clichy/Bois grève depuis le jour de la rentrée, le CES des Coudreaux à Chelles qui a repris ce matin !

Dans tous les établissements, les mots d'ordre qui se dégagent sont :

— le réemploi de 1 100 auxiliaires sur poste complet

— création de postes

— la titularisation immédiate de tous les maîtres auxiliaires

Pourquoi titularisation et pas simplement réemploi ? La titularisation empêche, en principe, les licenciements et oblige à payer les professeurs donc à les renommer. Le réemploi, s'il

contrôlées par les militants du PCF qui se coupent en deux : une partie des militants syndicaux refusent de suivre l'avis de leur section d'établissement et viennent grossir le rang des grévistes. Dans certains cas, le nombre de grévistes est passé de 25 % à plus de la moitié des enseignants.

Il n'y a pas que les directions révisionnistes qui se trouvent ainsi démasquées !

Ainsi à la manifestation du 15 septembre devant le rectorat de Créteil, à l'appel du SGEN-CFDT-93 et de deux comités de non-titulaires, les manœuvres trotskystes de l'AJS sont apparues au grand jour !

Il avait été prévu, lors d'une coordination, de se rendre en manifestation au rectorat, obliger le recteur à s'expliquer devant les 300 manifestants sur les 1 100 licenciements et sur les mesures envisagées. Refusant de descendre, il a reçu deux délégations en expliquant qu'il ne savait pas que les maîtres auxiliaires étaient père ou mère de famille, que lui, recteur, avait aussi été maître auxiliaire mais qu'il envisageait quand même de demander à Haby 800 nouveaux postes.

Construction d'une seconde usine d'enrichissement de l'uranium en Europe

La société COREDIF, société à majorité française qui regroupe des intérêts européens (EURODIF 51 %, Commissariat à l'énergie atomique - CEA 29 %) et iraniens (20 %) a décidé le lancement d'une nouvelle unité d'enrichissement de l'uranium par le procédé de diffusion gazeuse, destinée à augmenter l'approvisionnement de centrales électriques en combustible nucléaire. Cette décision qui intervient au moment où on s'interroge sur les intentions américaines dans ce domaine va porter à deux le nombre d'usines d'enrichissement dont disposera l'Europe.

La première, financée par EURODIF, est en construction au sud de Lyon, à Tricastin près de Pierrelatte.

Celle-ci sera installée en Europe quelque part en France, Belgique ou Italie. Pour des raisons économiques elle ne sera mise en service en 1985 qu'avec une capacité initiale de moitié, de l'ordre de 5 millions d'UTS (unité de travail de

séparation). Elle ne sera alors pas en mesure de réaliser tout le cycle de l'enrichissement et sera obligée de travailler «en collaboration» avec EURODIF, soit pour la « finition » de l'enrichissement, soit au contraire pour sa « préparation ». Il existera ainsi en permanence entre les deux usines un va-et-vient d'uranium — par route ou chemin de fer. Un tel processus de production n'est pas sans risque si l'on en croit les incidents dangereux survenus déjà à plusieurs reprises en France :

En gare de Narbonne, 2 wagons s'étant heurtés, l'un d'eux a laissé échapper sur 4 km de voie son contenu d'uranate de magnésium à l'état de poudre qu'il a fallu détecter et enlever des ballasts et remblais.

Sur la RN 113 dans l'Hérault, après une collision, deux fûts de 200 kg d'uranate de sodium étant tombés sur la chaussée, il a fallu découper le bitume après l'avoir lavé à la vapeur et le remplacer sur 200 m. Les gravats ont été envoyés à l'usine de traitement.

SONT PARUS CET ETE AUX EDITIONS DE TIRANA

— *La lutte antifasciste du peuple albanais* : la lutte contre le fascisme, l'opportunisme, le sectarisme et le révisionnisme occupent une place importante dans ces documents du Parti communiste albanais, datant de la guerre de Libération nationale (1941-1945) 562 p., 26 F.

— *Enver Hoxha, Œuvres choisies, tome 2*. Ce deuxième tome rassemble les écrits situés chronologiquement entre 1948 et 1960 (date du discours à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou) ; y sont exposées sur la base des principes marxistes-léninistes, l'édification de l'Albanie nouvelle, l'édification du PTA, l'analyse de la situation internationale, la lutte contre le révisionnisme... 928 p., 26,65 F.

— *Conférence nationale des études sur la lutte antifasciste de libération nationale* : les discours publiés dans ce livre abordent chacun un aspect de la lutte de libération nationale : rôle du PC, question du pouvoir, culture nouvelle durant la lutte, situation par rapport à la lutte antifasciste mondiale. 214 p., 13 F.

Passez vos commandes à E-100, 24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris (ajouter 10 % pour participation aux frais de port).



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

A propos d'un article dans télérama La bonne vieille méthode «des spécialistes» de la Chine

«Depuis l'avènement du régime communiste, il n'existe quasiment plus d'opéra chinois à proprement parler puisqu'il doit désormais servir d'instrument de propagande». «L'uniformité imposée à la production (cinématographique NDLR) par la propagande, stérilise finalement les efforts et la compétence des cinéastes chinois. Délivrés du carcan idéologique qui les enserme, ils pourraient nous révéler de plus heureuses surprises.»

Ces phrases significatives sont extraites d'un article de la revue Télérama, qui prétend montrer la place et la conception des «moyens d'informations» que sont la presse, la radio, la TV et le cinéma en Chine (et même le théâtre !). Ambitieux programme dont on peut juger la prétention puisqu'il aborde tous ces sujets — objets de luttes acharnées en Chine — en moins de deux pages. Mais ne serait-ce que cela,

on pourrait louer l'auteur de l'article de son désir d'être le plus succinct et clair possible dans le but d'informer les téléspectateurs.

Mais il ne s'agit pas de cela. Selon une méthode désormais habituelle envers la Chine populaire, sujet pour lequel il n'est plus de mise de dire que «les Chinois mangent leurs enfants», obligés par la force des choses à reconnaître que la misère n'existe plus et que la Chine a réussi à lutter contre son sous-développement, les «spécialistes» de la Chine dans la «grande» presse affirment que les Chinois paient ces succès de la perte de «leur liberté». On reconnaît donc bien ici qu'il y a des postes de TV depuis 1958, les chiffres d'éditions pour la presse quotidienne sont impressionnants, mais à côté de cela, on prétend mensongèrement qu'il n'y a plus d'opéra de Pékin depuis, en fait, que les empereurs et les princesses ont

été chassés de la scène pour être remplacés par les ouvriers, les paysans et les soldats.

On laisse entendre que toute la richesse artistique de l'opéra de Pékin aurait disparu, alors qu'en se reportant à quelques articles de la presse chinoise ou simplement d'amis de la Chine, on en a la preuve inverse. Effectivement il ne doit pas plaire à tout le monde, que non seulement les travailleurs chinois aient des quotidiens, la radio (individuelle ou collective) ou la TV, mais qu'en plus ils les utilisent pour leurs besoins !

A côté du mensonge, l'absurdité n'est pas en reste, lorsque pour expliquer le peu de pièces de l'opéra de Pékin, encore à l'heure actuelle, on nous donne une citation de Lénine sur le rôle de «petite roue et de petite vis» que jouent la littérature et l'art dans le mécanisme de la révolution. Heureusement que Lénine n'a pas remplacé l'adjectif pe-

tite par «grande», sinon comment l'auteur de l'article aurait-il pu fournir son argumentation ? Ce qui est curieux d'ailleurs, c'est toutes les informations sur la Chine, et en particulier sur «le manque de liberté» que nous donnent ces «spécialistes», alors qu'ils finissent toujours, mis en face de questions embarrassantes, par parler de «l'éternel mystère qui entoure la Chine». Alors «croissance du pays mais manque de liberté» ? Oui, manque de liberté pour les exploités et les impérialistes d'opprimer le peuple chinois, mais aussi, comme l'a dit récemment Marceline Loidan dans une interview (1), lutter contre la misère, c'est lutter pour la liberté ; si le peuple n'avait pas la conscience d'une lutte à mener et la liberté pour la mener, comment le pays pourrait-il avancer ?

(1) Dans Aujourd'hui la Chine, No spécial, sept. 76.

A celui qui reste...

Adieu camarade...
C'est la voix des peuples opprimés
Qui t'accompagne
C'est le chant des luttes, des combats
Qui s'élève
C'est l'immense douleur et l'immense espoir
Qui éclate

Adieu notre camarade...
C'est le monde nouveau
Qui accouche
C'est la révolution socialiste
Qui s'étend
C'est le peuple jadis esclave
Qui escalade la cime

Adieu notre grand camarade...
C'est le marxisme-léninisme
Qui triomphe
C'est la lutte contre le social-impérialisme
Qui s'arme
C'est l'internationalisme prolétarien
Qui unit

Adieu notre grand camarade Mao
C'est le drapeau rouge prolétarien
Qui flotte
C'est le Parti communiste chinois
Qui se fortifie
C'est la lutte contre le révisionisme
Qui éclaire

Adieu notre grand camarade Mao Tsé-toung...
C'est la fidélité à Marx, Engels, Lénine, Staline
Que nous t'apportons comme dernier hommage
Tu nous laisses un immense héritage
Que nous en soyons dignes !
Que notre douleur devienne force !
Fils de l'immortelle Commune de Paris
Que notre combat soit le sien...
Nous pensons à elle en te quittant...
Adieu camarade... tu es toi aussi immortel.

Une publicité sur «les citations de Mao» dans la presse

L'œuvre des charognards

«Faire feu de tout bois». La devise des spéculateurs et des marchands de gros sous a trouvé sa signification avec la publicité pa-

Ma à 1,40 F, mais le même livre «reliure pleine peau de mouton, couleur rouge, découpé au tranchet d'artisan, sans aucun joint ni cou-

tuite alors que pour le «Livre rouge en édition d'art» cela devient de la publicité payante... Les commentateurs de la

nier le rôle de dirigeant marxiste-léniniste du président Mao en le transformant en Dieu... N'est-ce pas une attitude qu'avait déjà dénoncée Lénine lorsqu'il soulignait que les réactionnaires persécutent les dirigeants révolutionnaires de leur vivant et feignent de les honorer après leur mort pour mieux dénaturer leur œuvre et détourner les masses populaires d'une juste voie ?

... les photographies congraphées par Mao Tsé-toung. Plus de deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été édifiés, unis par ces citations de Mao Tsé-toung qui ont mesuré de réconfort par leur courage et leur foi, en France, les proverbes de La Fontaine ou les maximes de nos sages.

90 000 kilomètres de terre : un milliard de lecteurs !

C'est vrai, on ne peut faire le tour de la terre en mettant bout à bout les exemplaires du Livre Rouge. On ne peut s'empêcher de rêver devant ce chiffre hallucinant, peut-être avec un peu d'appréhension. Il est possible de comprendre quoi que ce soit à la Chine moderne sans avoir lu ce livre qui a fait d'un immense peuple déchiré, un des plus grands puissances du monde.

Un livre unique qui fut une bonne œuvre.

Il peut paraître audacieux d'employer le mot de prière pour ce long cahier de 12000 kilomètres, accompli par Mao à la tête de ses troupes. Des étapes quotidiennes de 40 kilomètres à pied dans des contrées sauvages et désertiques, 10 chaînes de montagnes franchies sous les relents de neige, 24 heures à traverser la neige ou sur des ponts de fortune, sans rations, à travers 12 provinces immenses et parfois hostiles où une population rare et bédouine se servait regardant passer ces soldats déshabillés et en haillons, 368 longs jours de souffrance indéchiffrable sous le harcèlement des troupes de Chang Kai-Shek.

Un volume 120 000... 90 000 exemplaires imprimés au total !

C'est alors qu'on s'interroge. Quelle force portait ces hommes qui auraient pu se rendre à tout moment pour retrouver assisés souvenirs, chaleur et paix ? Quelle énergie galvanisait ces ombres trébuchant dans les déserts gelés ? Quelle passion soutenait ces hommes qui s'écroulaient, épuisés, sur le sol au terme de chaque étape, en se demandant s'ils auraient la force de se relever le lendemain ?

C'est dans ces campements du désespoir et de la peur que naquirent, comme un chant, les stances du Livre Rouge. Les phrases lentes et sourdes roulaient de bouche en bouche, les pensées d'espoir réveillaient les courages défaillants, les mots imprégnaient les esprits prêts à l'abandon, nourrissaient les affamés, pansaient les blessures...

Le Livre Rouge n'est pas un recueil de stances.

Pour nous, Occidentaux, les pensées de Mao Tsé-toung furent toutes grandes les portes d'une Chine dont l'humanité profonde nous apprend et nous charme. On y retrouve, sous une forme nou-

GARANTIE 12 mois sans aucun frais de service après-vente. Les livres sont garantis sans défauts de fabrication et sans défauts de livraison. Les livres sont garantis sans défauts de fabrication et sans défauts de livraison. Les livres sont garantis sans défauts de fabrication et sans défauts de livraison.

JEAN DE BONNOT

Au défilé d'hommage à Mao Tsé-toung

Des artistes révolutionnaires honorent sa mémoire



re dans des journaux comme Télé 7 jours ou comme... L'Humanité-Dimanche. Maintenant on peut se procurer une «édition d'art du Livre rouge de Mao Tsé-toung». Quelle aubaine pour Jean de Bonnot, l'éditeur, de faire paraître cette publicité au moment où meurt le président Mao ! Non seulement c'est une opération d'imposteur, mais en plus cela devient une opération de véritable charognard. Tous nos lecteurs savent qu'on peut trouver le livre des Citations du président

ture, les plats décorés "à froid", doré à l'or fin titré 22 carats) vaut 89,50 F ! Sans compter les frais de port (4,60 F). Que Télé 7 jours passe de telles publicités ne nous étonnera pas, mais dans l'Humanité-Dimanche ? On peut se poser certaines questions : pourquoi cet hebdomadaire du PCF, qui se dit défenseur des intérêts du peuple, n'a-t-il jamais de publicité pour le livre des Citations de Mao à 1,40 F ? Ah oui, à ce niveau-là sans doute cela devient de la propagande gra-

publicité valent aussi leur pesant d'or (combien de carats ?) : «C'est dans ces campements du désespoir et de la peur, (pendant la Longue marche NDLR) que naquirent, comme un chant, les stances du Livre rouge. Les phrases lentes et sourdes roulaient de bouche en bouche, les pensées d'espoir réveillaient les courages défaillants, les mots imprégnaient les esprits prêts à l'abandon, nourrissaient les affamés, pansaient les blessures...» Voilà une bonne manière de jeter sa haine et

l'Humanité Rouge

MAO TSE TOUNG ET LA GUERRE POPULAIRE

Ecrivant en décembre 1936 son premier ouvrage militaire, «Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine», fruit du débat très vif qui s'était élevé dans le PCC pendant la Deuxième guerre civile, Mao Tsé-toung insiste sur la nécessité de l'étude des questions militaires. C'est pour avoir négligé cette étude que le PCC a subi les défaites des années 1921 à 1926. Pourtant dès l'instant qu'on adopte la théorie marxiste de la guerre, on doit se donner les moyens de l'appliquer. Un communiste est tout le contraire d'un pacifiste bourgeois. Pour lui il y a fondamentalement deux sortes de guerre, les guerres justes, celles des exploités et opprimés contre les exploités et les guerres injustes, celles qui ont pour but d'asservir des peuples ou de s'opposer à une lutte de libération nationale ou à une guerre civile révolutionnaire. Comme le rappelle Mao Tsé-toung «la guerre est la forme suprême de la lutte pour résoudre, à une étape déterminée de leur développement, les contradictions entre classes, entre nations, entre Etats ou entre blocs politiques». Or c'est précisément l'étape que traverse la Chine. Mao Tsé-toung y reviendra dans d'autres de ses écrits : «En Chine, sans la lutte armée, il n'y aurait pas de place pour le prolétariat et le PC et il leur serait impossible d'accomplir aucune tâche révolutionnaire.»

Mais s'il faut bien connaître les théories militaires, il ne s'agit pas de les aborder de la même façon que les bourgeois pour lesquels il y aurait d'un côté l'activité politique, de l'autre l'activité militaire. Les questions de la guerre concernent tout le peuple et au premier chef le parti : les cadres du parti doivent participer activement aux opérations — comment d'ailleurs pourraient-ils débattre de la stratégie sans en concevoir l'application ? «La guerre s'apprend en faisant la guerre».

Mais «il n'est pas possible de séparer une seule minute la guerre de la politique». A ce titre «la tâche d'organisation doit être subordonnée à la tâche politique». Plus encore «la ligne militaire marxiste s'est forgée en même temps que la ligne politique marxiste». C'est pourquoi elle a fait, fait et fera l'objet de la LUTTE DE LIGNES. Mao ne cessera d'en rappeler les termes, alternativement dirigée contre l'opportunisme de droite et contre celui de gauche (Par exemple, sur la durée de la guerre, sur le rôle des armées dites régulières, sur une fausse conception de «l'esprit de partisan»).

LA METHODE

Pour mener l'étude, la méthode marxiste qui «est à la fois une jumelle et un microscope» permettra à Mao, le plus grand marxiste de notre époque, des analyses minutieuses et à chaque étape de la guerre civile révolutionnaire ou de la guerre de résistance et de libération une adaptation concrète de la ligne militaire à chaque situation concrète, locale ou nationale. Les «Ecrits militaires» n'ont rien à envier pour leur rigueur scientifique aux autres ouvrages de Mao. Jamais d'application mécaniste d'un schéma préétabli, qui consisterait à «se rogner le pied pour l'adapter à la chaussure», mais l'examen du rapport des forces, le rappel constant de l'objectif politique.

Le débat sur les questions militaires doit être largement popularisé, car la force des partisans et de l'Armée rouge dépend de l'adhésion de chacun des com-

battants, du simple soldat au commandant d'unité à l'objectif recherché, et de sa compréhension de la stratégie et de ses implications tactiques. Il faut donc porter un grand soin à «l'art de se faire comprendre». A l'exemple de Lénine et de Staline, Mao se montre un grand pédagogue : plans détaillés, examens point par point, souci de bien définir les expressions employées marquent toutes ses interventions. De même utilise-t-il des formules lapidaires qui s'inscrivent facilement dans la mémoire et sont autant de jalons dans le déroulement du raisonne-

Il ne faut donc pas hésiter d'«envoyer les meilleurs cadres du parti sur le front». La victoire est «inséparable de la mobilisation du peuple tout entier, inséparable des principes politiques de l'unité entre les officiers et les soldats, de l'unité entre l'armée et le peuple». La transformation de la guerre de partisans en guerre de mouvement sera le fruit d'un «bon travail politique» qui aura permis de lutter efficacement contre ceux qui pensent que «les armes décident de tout», tant il est vrai que «le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel».



En novembre 1935, la 25e Armée de l'Armée rouge arriva dans le nord du Chensi après avoir accompli la Longue Marche. Elle joignit ses forces aux 26e et 27e Armées pour former le 15e groupe d'armée. La photo montre des soldats du 15e groupe d'armée de l'Armée rouge. (photo Chine Nouvelle)

ment : ainsi compare-t-il la guerre à un combat de boxe et en profite-t-il pour démontrer l'utilité de l'esquive, de la recherche du point faible, la nécessaire concentration des forces : «ne pas frapper des deux poings dans deux directions différentes». Ou encore fait-il de fréquentes références à l'histoire passée.

LE TRAVAIL POLITIQUE

Le facteur déterminant qui changera le rapport des forces en faveur des révolutionnaires est l'appui des masses populaires : il importe donc de «les organiser au fur et à mesure de l'élévation de leur conscience politique», mais «la tâche d'organisation doit être subordonnée à la tâche politique», car si «le pouvoir est au bout du fusil», c'est le parti qui doit commander aux fusils, et «il est inadmissible que les fusils commandent au parti».

guerre de résistance, mettent tous leurs espoirs dans la guerre «régulière».

Analysant dans ses premiers écrits les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine, Mao définit d'abord soigneusement les particularités de cette guerre au nombre de quatre : la Chine est un vaste pays semi-colonial qui se développe inégalement sur les plans politique et économique et qui a connu la révolution ; l'ennemi est fort ; l'Armée rouge est faible ; le parti communiste en assure la direction. De ces particularités doivent découler la stratégie et la tactique. Aux campagnes «d'encercllement et d'anéantissement» de l'ennemi doivent répondre les contre-campagnes, préparées par des plans qui marquent un premier degré dans l'activité consciente, une première rupture avec l'«esprit hors-la-loi».

Mais les expériences des premières années de la guerre de partisans apportent leur enseignement : différences entre défense active et défense passive, retraite stratégique, début de la contre-offensive et nécessité de concentrer ses forces. C'est en s'appuyant sur cet enseignement qu'on passera à la guerre de mouvement — degré supérieur de la guerre de partisans — puis à la guerre de décision rapide pour arriver à la guerre d'anéantissement.

La guerre de résistance à l'envahisseur japonais présente des caractéristiques propres à la Chine : «Une guerre de partisans aussi étendue et d'aussi longue durée est quelque chose de fort nouveau dans toute l'histoire des guerres, quelque chose qu'on ne saurait séparer de l'époque où nous vivons — les années 30 et 40 du XXe siècle — ni de l'existence du parti communiste et de l'Armée rouge. Là est le nœud de la question». Dès lors, il va bien falloir définir une stratégie d'une guerre de partisans. Le principe fondamental de la guerre garde toute sa valeur : «Conserver ses forces et anéantir celles de l'ennemi». Mais le caractère prolongé de la guerre, le vaste territoire concerné, ses traits spécifiques, liés au rapport de forces font qu'il faut de plus accroître ces forces. D'où la définition des lignes de conduite : initiative et souplesse, coordination avec la guerre régulière, création de bases d'appui, défense stratégique et attaque stratégique, passage à la guerre de mouvement, établissement de rapports justes dans le commandement.

«Tout cela est impossible sans la mobilisation du peuple. Vouloir la victoire et négliger la mobilisation politique, c'est comme vouloir aller vers le Nord en dirigeant l'attelage vers le Sud». Il va de soi qu'il serait alors inutile de parler encore de victoire (...) «Mais la seule explication des buts de la guerre ne suffit pas, il faut encore exposer clairement les mesures et la politique nécessaires pour atteindre ces buts ; autrement dit, il faut un programme politique».

Partie intégrante de l'ensemble de la «pensée-maotsétoung», les *Ecrits militaires* ont apporté et apportent leurs enseignements à tous les révolutionnaires du monde entier, engagés dans les luttes de libération nationale ou les luttes pour renverser la dictature de leur bourgeoisie. Ils ont donné, par une théorie vérifiée par la victoire, un immense espoir aux pays du tiers monde à l'état semi-colonial ou semi-féodal. Ils sont du patrimoine universel du prolétariat.

LA GUERRE DE PARTISANS

C'est toujours un travail politique intense qui donnera à la guerre de partisans une autre dimension. Car la conception même de cette guerre est l'objet d'une lutte de lignes contre ceux qui gardent de la première phase de la guerre civile un «esprit hors-la-loi» et ceux qui, dans la